

Le gouvernement confronté à la crise de vocation des profs

Acteurs publics



Bien que les candidats aux concours de l'enseignement aient été plus nombreux à postuler aux épreuves 2013, des difficultés de recrutement persistent. Le ministère veut embaucher massivement sur la durée du quinquennat.

C'était l'un des engagements du candidat Hollande pendant la campagne présidentielle : créer quelque 60 000 postes d'enseignants d'ici 2017. Une promesse plus difficile à tenir qu'il n'y paraît. Car si les candidats ayant passé et réussi les premières épreuves des concours d'enseignants 2013 sont plus nombreux, des difficultés de recrutement perdurent.

En anglais, lettres classiques et modernes, mathématiques et éducation musicale, *"il sera difficile de satisfaire les besoins de recrutement résultant des suppressions massives de postes du quinquennat précédent et des départs à la retraite"*, indique-t-on au ministère. La droite avait supprimé 80 000 postes, la gauche prévoit de recréer en cinq ans 60 000 postes dans l'enseignement, dont 54 000 dans l'éducation.

Pour cette session, 22 100 postes sont proposés aux différents concours contre 16 000 l'année précédente, dont 7 977 au concours externe des professeurs des écoles et 6 135 au Capes (secondaire). Les épreuves de l'agrégation n'ont pas encore commencé. Le ministère ne précise pas le nombre d'admissibles, mais les listes sont accessibles sur Internet. En mathématiques, on compte 1 326 admissibles, à peine plus nombreux que les 1 210 postes à pourvoir, tout comme en lettres modernes, avec 1 139 admissibles pour 1 000 postes. Sachant que tous ne devraient pas être admis.

Disparités entre académies

En anglais, on dénombre 1 231 admissibles pour 1 050 postes. En lettres classiques, les admissibles sont presque moitié moins nombreux que les 200 postes à pourvoir. Pour le primaire, le nombre d'admissibles *"a augmenté de 40 %"* sur un an, *"mais d'importantes disparités demeurent entre académies"*. En 2012, il y avait eu 8 240 admissibles.

"Ce n'est que par une politique structurelle, de long terme, que ces difficultés pourront être progressivement résorbées", fait savoir le ministère, citant les emplois d'avenir professeur (EAP), destinés à aider 18 000 jeunes d'origine modeste à financer ces études (Bac + 5 depuis

2010). Les admissions seront prononcées en juillet. Il est prévu “*de pouvoir recourir à des listes complémentaires pour pourvoir davantage de postes*”, et les postes vacants seront proposés à des contractuels “*afin qu’aucun élève ne soit laissé sans professeur*”.

Le ministre de l’Éducation nationale, Vincent Peillon, a lancé une vaste campagne de recrutement, avec, exceptionnellement, un second concours cette année. L’objectif est “*aussi et surtout d’avoir des candidats de qualité. Les jurys y veillent*”, affirme le ministère, alors que certains craignent une baisse du niveau.